

505 LM h22/2

701

(1938-39)

A

Commandes aux industries d'Alsace et de Lorraine
(nécessité de ménager l'économie alsacienne)

Lettre Présidence du Conseil	8. 3.38
Réponse S.R.	28. 4.38
Dépêche du M. I.P.	3. 1.39
do	16. 2.39

MINISTERE
DES
TRAVAUX PUBLICS

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

5e Bureau

A.G. 74 - 212

701
PARIS, le 16 février 39

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer Français

M. le Vice-Président du Conseil, chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine, vient, sur la demande de M. le Préfet du Bas-Rhin, d'appeler mon attention sur la note ci-jointe émanant des dirigeants de l'Imprimerie d'Alsace et de Lorraine à Strasbourg, et relative à la diminution du volume des commandes passées à cette imprimerie par la Société Nationale des Chemins de fer.

J'ai l'honneur d'appeler toute votre attention sur la nécessité, dans les circonstances actuelles, de ménager le plus possible l'économie alsacienne, ainsi que je vous l'ai exposé dans ma dépêche du 3 janvier 1939 (A.G. 73-197) relative à un vœu émis par la Chambre Syndicale de la Mécanique, de la Métallurgie et des Industries annexes du Haut-Rhin.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien examiner la possibilité de réserver à cette entreprise, au cours de l'année 1939, un volume de commandes voisin de celui que lui attribuait antérieurement l'ancien Réseau d'Alsace-Lorraine, et de me tenir informé, dès que possible, de la suite donnée à l'affaire.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

de MONZIE

701

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

28 avril 1938.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 8 mars, par laquelle vous m'adressez quelques suggestions qui seraient de nature à dissiper les inquiétudes que la réorganisation des Chemins de fer avait suscitées dans les départements recouverts.

En ce qui concerne tout d'abord le Comité Consultatif dont vous proposez la création, cette mesure est subordonnée à la décision qui sera prise sur la matière pour l'ensemble du territoire. Je ne puis préjuger actuellement des décisions qui seront adoptées définitivement par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. sur ce point, mais j'ai tout lieu de croire que des Comités Consultatifs d'usagers seront prochainement institués dans les départements recouverts comme dans les autres départements du territoire.

Dès que la composition et les attributions de ces Comités seront déterminées, je ne manquerai pas d'entrer en relations avec vos Services et de prendre leur avis sur le choix des personnalités qui pourraient figurer dans ces Comités.

En ce qui concerne, d'autre part, la passation de commandes aussi nombreuses que possible dans les Etablissements de la Région, je vous confirme que des instructions sont données pour maintenir à l'industrie des trois départements recouverts le même volume d'affaires que celui qui lui était réservé autrefois.

Monsieur le Président du Conseil,
(Direction Générale des Services d'Alsace et de Lorraine)

.....

Je suis heureux, à cette occasion, de vous confirmer que la S.N.C.F. a adressé des propositions à M. le Ministre des Travaux Publics pour passer commande d'un certain nombre d'automotrices aux Etablissements BUGATTI et DIETRICH.

Pour ce qui est plus particulièrement des commandes d'imprimés, il n'est pas possible de confier l'intégralité des commandes intéressant l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine à l'industrie locale; beaucoup de ces imprimés font, en effet, l'objet de tirages uniques pour l'ensemble des Régions. Mais, ici encore, sans chercher à spécialiser l'industrie régionale à la fourniture des imprimés nécessaires à la Sous-Direction de STRASBOURG, il est possible de lui maintenir un volume d'affaires comparable à celui qu'elle avait autrefois. Des instructions très nettes ont été données dans ce sens à notre Service des Approvisionnements.

Je suis persuadé, Monsieur le Président, que ces renseignements complémentaires seront de nature à dissiper les inquiétudes manifestées à l'origine et dont aucune des mesures prises jusqu'ici par la Société Nationale n'a pu confirmer le bien-fondé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.

PRESIDENCE DU CONSEIL

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
D'ALSACE ET DE LORRAINE.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Service Central

Paris, le 8 mars 1938.

2ème Bureau

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai pris connaissance de la lettre que vous m'avez adressée à la date du 22 janvier 1938 et je tiens, en vous remerciant des renseignements que vous m'avez fournis, à vous assurer de mon entier accord tant sur vos arguments que sur vos conclusions.

Je crois devoir néanmoins vous faire connaître que ce document, s'il a été accueilli d'une façon générale avec satisfaction par l'opinion publique des départements recouvrés, n'a pas tout à fait dissipé les inquiétudes qui continuent à se faire jour dans la presse et parmi certains organismes économiques de la région.

Pour apaiser certaines appréhensions dont l'écho m'est parvenu, il me paraît donc utile de mettre à exécution le plus tôt possible certains des projets dont vous m'avez entretenu dans votre lettre susvisée.

C'est ainsi que la constitution du Comité consultatif dont vous aviez fait pressentir la création devrait être envisagée et réalisée, dans le plus bref délai possible.

Cet organisme pourrait à mon avis comprendre une vingtaine de personnalités, dont je suis tout disposé à vous soumettre la liste.

Une autre mesure me paraît de nature à produire un excellent effet. Ce serait la passation de commandes aussi nombreuses que possible aux établissements de la région qui souvent luttent avec des difficultés aggravées encore par la proximité de la frontière.

Monsieur le Président,
de la Société Nationale des
chemins de fer français.-

.....

A cet égard, je dois vous remercier des décisions que vous avez bien voulu déjà prendre en faveur de certains de ceux-ci et notamment des établissements BUGATTI à qui des commandes d'automotrices ont pu être confiées. Mais je me permets de vous signaler l'heureux effet qu'aurait certainement sur l'attitude de la presse alsacienne et lorraine le fait que vous réserviez autant que faire se pourrait, à l'industrie locale, des commandes d'imprimés destinés à l'ancien réseau A.L.

Je vous serais obligé de vouloir bien examiner mes suggestions et il me serait agréable d'apprendre qu'il vous a été possible de les accueillir favorablement.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Président du Conseil
et par délégation
Le Conseiller d'Etat
Directeur Général des Services
d'Alsace et de Lorraine

signé : VALOT.